

ASIE

La baisse d'impôts inattendue en Inde arrive à point nommé

Octobre 15, 2019

Face au ralentissement de la croissance économique en Inde, la baisse inattendue de l'impôt des sociétés par le gouvernement Modi arrive à point nommé selon Sukumar Rajah, de Franklin Templeton Emerging Markets Equity. Il nous explique en quoi cette modification de la fiscalité pourrait accroître la compétitivité de l'Inde par rapport aux autres pays de la région.

La baisse proposée de l'impôt des sociétés en Inde, qui réduit le taux de base de 30 % à 22 % pour les entreprises du pays, est une bonne surprise.

Cette baisse importante du taux d'impôt des sociétés envoie un signal fort aux investisseurs : le gouvernement indien reconnaît la nécessité d'améliorer la croissance économique du pays et de renforcer la compétitivité du secteur privé.

Ce changement fiscal intervient à un moment où la croissance annualisée du produit intérieur brut (PIB) indien ralentit. Au deuxième trimestre 2019, le PIB a progressé d'à peine 5 %, marquant un cinquième trimestre consécutif de ralentissement de la croissance.¹ L'Inde affiche désormais une croissance inférieure à celle de la Chine, qui a progressé de 6 % au second trimestre.²

Juste après l'annonce de cette mesure fiscale le 20 septembre, le marché d'actions indien a réagi positivement et la roupie indienne est repartie à la hausse. Nous prévoyons aussi une amélioration des bénéfices à court terme. Les marchés obligataires ont par contre reculé, dans la crainte que le gouvernement indien doive à présent emprunter davantage pour faire face à cette dépense supplémentaire.

Du point de vue macro, le stimulus proposé pourrait bien coûter moins cher qu'on ne le pense au gouvernement. La baisse d'impôt estimée pourrait coûter environ 20 milliards USD au gouvernement. Les entreprises qui souhaitent bénéficier du nouveau taux d'impôt ne seront pas éligibles pour d'autres exemptions. Nous pensons que le manque à gagner fiscal net se situera plus probablement aux alentours de 10 milliards USD.

Améliorer la compétitivité indienne

Selon nous, la baisse de l'impôt des sociétés devrait dynamiser les dépenses en capitaux et attirer les investissements étrangers en Inde. Le taux d'impôt des sociétés indien est désormais similaire à celui des autres pays de la région possédant de grands centres manufacturiers, comme le Cambodge, Taïwan, la Thaïlande et le Vietnam. En outre, il est désormais plus compétitif que le taux chinois de 25 %.

Le nouveau taux réduit d'impôt des sociétés inclut aussi les entreprises manufacturières. Les entreprises qui entament leurs activités entre octobre 2019 et mars 2023 pourront demander l'application d'un taux d'impôt des sociétés de 15 %. Cette démarche s'inscrit logiquement dans l'initiative « Make in India » du président Narendra Modi.

Le plan « Make in India » vu par les groupes manufacturiers mondiaux

“ Le programme « Make in India » du gouvernement, qui vise à faire de l’Inde un centre manufacturier mondial, commence à produire ses effets et devrait bénéficier à différents secteurs, et notamment au secteur manufacturier électronique.

“ À titre d’exemple, Samsung a ouvert l’année dernière la plus grande usine mondiale de téléphones près de New Delhi afin de fabriquer des téléphones à faible coût et d’améliorer sa compétitivité sur l’immense marché indien des smartphones. À long terme, nous pourrions assister à une augmentation considérable de la part des produits fabriqués au niveau local, ce qui serait également de bon augure pour la balance courante.

Conséquences pour les secteurs

L’importance de l’impact variera d’un secteur à l’autre et concernera en particulier les secteurs soumis aux taux d’imposition effectifs les plus élevés.

Au niveau des entreprises, une baisse du taux d’imposition augmentera probablement la position en espèces et la rentabilité des sociétés. Les équipes dirigeantes des entreprises vont probablement rembourser une partie de leurs dettes, répercuter les économies sur les consommateurs par une baisse des prix ou distribuer des dividendes aux actionnaires par des rachats d’actions.

Les entreprises possédant des liquidités importantes pourraient aussi relancer leurs dépenses en capitaux (capex). Nous pensons que ces dépenses auront probablement un effet multiplicateur favorable sur l’économie au sens large à moyen terme et à long terme.

À ce titre, nous privilégions les entreprises qui paient beaucoup d’impôts et qui pourraient tirer un avantage de la transformation structurelle de l’économie indienne.

Les entreprises qui possèdent des projets existants d’expansion de leurs capacités seraient directement bénéficiaires, mais la baisse d’impôts, à elle seule, ne déclencherait probablement pas une vague de nouvelles dépenses en capital par les entreprises étrangères. Nous pensons que le gouvernement indien doit progresser davantage dans les réformes. Il s’agit notamment de modifier les lois sur les achats fonciers et le droit du travail et d’accélérer les processus d’autorisation afin de faciliter une relance du cycle de dépenses en capital.

Nous pensons également que le gouvernement indien pourrait proposer davantage de stimuli propres aux différents secteurs. Il pourrait par exemple offrir plus d’aides au logement afin d’accroître la demande en logements. Ces mesures ne coûteront pas cher au gouvernement, mais elles pourraient augmenter les revenus discrétionnaires et avoir une incidence sur la demande des consommateurs, et donc sur l’économie.

De manière générale, l’univers industriel mondial présente un excédent de capacité et doit faire face à un ralentissement de la demande. Ceci étant dit, l’Inde a le potentiel de devenir un centre alternatif durable pour les entreprises qui souhaitent diversifier leurs processus de fabrication en dehors de la Chine.

Nous pensons que les valeurs bancaires vont également bénéficier de la capacité des entreprises à rembourser leurs dettes en raison de l’augmentation des fonds disponibles.

Dans le secteur financier, une partie des avantages liés à la baisse des taux d'imposition pourrait être répercutée sur les consommateurs à moyen terme. Les banques possédant des segments d'activité alternatifs, comme les prêts personnels, les cartes de crédit ou les prêts sur or, vont bénéficier le plus de cette modification fiscale.

En tant qu'investisseurs à long terme, nous pensons que la baisse de l'impôt des sociétés en Inde devrait dynamiser l'investissement. Face au ralentissement de la croissance de son PIB, le gouvernement indien a pris des mesures pour aider les entreprises à attirer les investisseurs et pour rétablir la confiance dans l'économie dynamique du pays.

Pour recevoir d'autres articles de Franklin Templeton par e-mail, abonnez-vous au blog [Nos aventures sur les marchés émergents](#).

Pour recevoir des informations sur les marchés émergents, suivez-nous sur Twitter [@FTI_France](#) et sur [LinkedIn](#).

Les commentaires, opinions et analyses du présent document sont communiqués à titre d'information uniquement ; ils ne sauraient être considérés comme un conseil d'investissement individuel ou comme une recommandation d'investir dans un quelconque titre ou d'adopter une quelconque stratégie d'investissement. Les conditions économiques et de marché étant susceptibles d'évoluer rapidement, les commentaires, opinions et analyses sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis.

Les entreprises et études de cas présentées ici sont utilisées uniquement à des fins d'illustration ; tout investissement peut ou non être détenu par tout portefeuille conseillé par Franklin Templeton Investments. Les opinions ne sont destinées qu'à fournir un aperçu de la manière dont les titres sont analysés. Les informations fournies ne constituent ni une recommandation ni des conseils individuels en investissement pour tout titre, stratégie ou produit de placement spécifique. Elles n'indiquent pas les intentions de négociation de tout portefeuille géré par Franklin Templeton. Il ne s'agit pas d'une analyse complète des données relatives à un secteur, un titre ou un investissement et elles ne doivent pas être considérées comme une recommandation d'investissement. Ce document a pour but de fournir un aperçu du processus de sélection du portefeuille et de recherche. Les exposés de faits proviennent de sources considérées comme fiables, mais leur exhaustivité ou leur exactitude n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. Ces opinions ne peuvent pas être considérées comme un conseil en investissement ni une offre pour tout titre spécifique.

Les performances passées ne constituent pas un indicateur ni une garantie des résultats futurs.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document, et Franklin Templeton (« FT ») n'a pas vérifié, validé, ni audité de manière indépendante ces données. FT décline toute responsabilité en cas de perte due à l'utilisation de ces informations, et la pertinence des commentaires, des opinions et des analyses contenus dans ce document est laissée à la seule appréciation de l'utilisateur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FT et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte des risques, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les cours des actions sont soumis à des fluctuations, parfois rapides et importantes, en raison de facteurs affectant les entreprises individuelles et certains secteurs ou sous-secteurs, ou du fait des conditions générales de marché. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques, comme les fluctuations de change, l'instabilité économique et l'évolution de la situation politique. Investir sur les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, comporte des risques accrus liés à ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité moins importante et à l'absence de cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés de valeurs mobilières. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change. Les placements dans des secteurs à forte croissance comme les technologies (secteur historiquement volatil) peuvent connaître des fluctuations boursières accrues, notamment sur le court terme, en raison de la vitesse de développement des produits et des évolutions des réglementations publiques dans le sillage d'avancées scientifiques ou technologiques.

[1.](#) Source : Ministère indien des statistiques et de la mise en œuvre des programmes, juin 2019.

[2.](#) Source : Bureau national des statistiques, juillet 2019.